

## LE CONSEIL D'ÉTAT DÉBOUTE LE MAGISTRAT ABDALLAH HABOUL

## Imbroglia judiciaire

**La cinquième chambre du Conseil d'Etat a statué, hier, dans l'action en référé introduite par le magistrat Abdallah Haboul contre la présidente du Conseil d'Etat. L'arrêt rendu risque toutefois de créer un imbroglia judiciaire puisqu'il statue également sur une autre affaire ayant opposé le magistrat au ministre de la Justice, garde des Sceaux.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le magistrat Abdallah Haboul a été débouté, hier matin, dans l'affaire qui l'oppose à la présidente du Conseil d'Etat.

L'action en référé, introduite en première instance devant la chambre administrative de la cour d'Alger, puis devant la cinquième chambre du Conseil d'Etat, avait pour objectif d'imposer à la plus haute juridiction administrative la mise à la disposition du plaignant d'une copie de l'arrêt 16886.

Ce dernier, cité comme jurisprudence, avait servi à débouter le magistrat Haboul dans une action précédente contre le ministre de la Justice.

Hier matin, le juge des référés administratifs a donc déclaré l'appel «recevable dans la forme» tout en «annulant l'arrêt de la chambre administrative de la cour d'Alger».

Toutefois, ce même jugement stipule «que l'affaire principale est irrecevable». Une décision des plus



Deux arrêts rendus pour une seule affaire.

étranges puisque «l'affaire principale» n'est autre que l'action initiale introduite par le magistrat Haboul contre le ministre de la Justice,

garde des Sceaux. «Cette sentence a été rendue au nom du peuple algérien, je n'ai aucun commentaire à faire», s'est contenté de dire

l'avocat du plaignant, M<sup>e</sup> Abdelhamid Rehioui, au sortir de l'audience.

L'arrêt d'hier vient donc compliquer une situation

déjà très confuse. En effet, l'action engagée contre le ministre de la Justice avait déjà été jugée en 2008 par le Conseil d'Etat.

On se retrouve donc devant un cas unique dans les annales de la justice puisque deux arrêts ont été rendus pour une seule affaire ! Il est utile de s'interroger sur les motivations qui ont conduit la cinquième chambre à statuer sur une affaire qui n'est pas de sa compétence.

D'autant plus que la décision de justice ne s'est pas prononcée sur le fond : l'arrêt 16886. Pourquoi vouloir imposer le secret autour de cette jurisprudence qui est pourtant censée être à la portée des citoyens ? Affaire à suivre.

T. H.

## GESTION DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES ŒUVRES SOCIALES

## Des cadres révèlent

**Le Fonds national de péréquation des œuvres sociales couve, depuis quelque temps, une série d'affaires qui risquent d'éclabousser ses principaux dirigeants. Des cadres du FNPOS révèlent les multiples entorses à la réglementation des marchés publics, la mauvaise gestion et les passe-droits qui caractérisent la gestion de cet organisme.**

Créé durant les années 1980 puis réactivé du temps du regreté Abdelhak Benhamouda, le Fonds national de péréquation des œuvres sociales a pour mission essentielle de faciliter l'acquisition de logements par les salariés.

Ces dernières années, le FNPOS a lancé la réalisation de projets dans plusieurs wilayas du

pays. «Théoriquement, tout aurait pu très bien se dérouler. Mais très vite, certains responsables du fonds ont décidé de détourner la réglementation en vigueur pour attribuer des marchés à des entreprises triées sur le volet», explique un groupe de cadres issus des structures du FNPOS de l'ouest du pays.

Selon eux, les principaux marchés ont été attribués à deux entreprises, en particulier «l'ETB Benkadour Lazreg et l'EPB Mezouani Abdellatif».

«Ces deux entrepreneurs se sont vu confier des projets par la direction générale (Alger), et les directions régionales de Chlef, Tlemcen, Oran et Blida. Pour éviter le recours aux avis d'appels d'offres, ils ont procédé à la multiplication des consultations restreintes et aux fractionnements des marchés.»

Nos interlocuteurs énumèrent une longue liste de projets qui ont

été attribués à ces deux entreprises : «Cité Kharrouba 2 (45 988 482,23 DA), réhabilitation de 100 logements à Tiaret (2 589 578,69 DA), réhabilitation de 60 logements à Sidi-Ben-Adda (Aïn-Témouchent) (1 269 255,40 DA), réhabilitation de 70 logements à Relizane (809 325,22 DA), réhabilitation de 150 logements à Akid-Othmane (812 130, 01 DA)...».

Selon ces cadres du FNPOS, l'ETB Benkadour avait également bénéficié de projets ayant été attribués initialement à d'autres entreprises. «Le plus étrange, c'est que plusieurs projets attribués à ces deux entreprises ont fait l'objet d'avenants de régularisation pour des sommes qui dépassent de très loin les montants initiaux des conventions signées avec le FNPOS», révèlent-ils.

En fait, ces cadres remettent en cause l'ensemble des actes de

gestion de l'équipe dirigeante du Fonds national de péréquation des œuvres sociales. «Lorsqu'on sait que le mandat du conseil d'administration a expiré depuis fin 2007, on comprend mieux la situation qui a prévalu au sein de cet organisme. La gestion des ressources humaines est, elle aussi, catastrophique. Ces dernières années, il y a eu un nombre incalculable de limogeages. Pis, la direction a refusé de prendre en compte la majorité des décisions de réintégration prononcées par la justice au profit des cadres licenciés.»

D'après eux, l'élaboration de la liste d'attribution des logements FNPOS de la wilaya d'Alger a été fatale pour l'équipe dirigeante.

«Les informations dont nous disposons font état de graves dépassements dans l'élaboration de cette liste. Un nombre important de bénéficiaires ne répond pas aux critères d'attribution du

FNPOS. Certaines personnes font partie du personnel de l'organisme (ce qui est contraire aux textes), d'autres du ministère du Travail et de la Sécurité sociale et même de la présidence de la République. Des bénéficiaires n'ont même pas déposé de dossier et d'autres encore se sont retrouvés sur cette liste car ils ont des liens de parenté directs avec des membres du conseil d'administration du FNPOS. Ce sont ces graves dépassements qui ont conduit les plus hautes autorités du pays à geler cette fameuse liste de la wilaya d'Alger.»

D'après nos interlocuteurs, les services de sécurité ne devraient pas tarder à se pencher sur la gestion du Fonds national de péréquation des œuvres sociales.

«Ce n'est pas un, mais plusieurs scandales qui risquent d'éclater au grand jour. Le pire est à venir», assurent-ils.

T. H.

## GRÈVE DES FACULTÉS DE MÉDECINE

## Harraoubia menace, les hospitalo-universitaires répliquent

**La tension monte de plus en plus entre les hospitalo-universitaires et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - La décision du département de Harraoubia d'organiser les examens sans l'aval des hospitalo-universitaires a sérieusement irrité les syndicats de la profession qui sont montés hier au créneau.

La semaine dernière, le ministère de l'Enseignement supérieur a tenu une réunion avec les doyens pour préparer les examens.

A l'occasion, les responsables de ce département ont averti que des sanctions seront prises à l'encontre de tous les enseignants qui refuseront de répondre aux convocations qui leur seront transmises, dans le cadre de la surveillance des examens.

Le ministre aurait même instruit, selon nos informations, les doyens de sanctionner toute personne qui

ne répondrait pas aux convocations et entraverait le bon déroulement des examens. Réagissant à ces menaces, le secrétaire général du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM), M. Djidjelli, a porté un doigt accusateur à l'encontre du secrétaire général du ministère.

«Le secrétaire général du ministère ne cesse de menacer les enseignants. Nous ne pouvons plus tolérer ces agissements», a déploré M. Djidjelli. Notre

interlocuteur va encore plus loin, en affichant une détermination ainsi que celle des hospitalo-universitaires à aller jusqu'au bout de leurs revendications. «Si les intimidations persistent, ce responsable assumera les conséquences de ses actes.

Il sera la cause principale d'une année blanche des étudiants», dira-t-il, en soulignant que «les hospitalo-universitaires sont très conscients du mouvement qu'ils mènent et font tout leur possible pour éviter une année blanche justement».

M. Djidjelli a fait rappeler que la majorité des hospitalo-universitaires ont, à maintes fois, lors des assemblées générales, appelé à la radicalisation du mouvement.

Une option jusque-là mise à l'écart dans l'intérêt des malades et des étudiants notamment. Pour sa part, le ministère de l'Enseignement supérieur a refusé de recourir à la justice et dit avoir privilégié la voie du dialogue.

«Nous le disons aujourd'hui que la position du

ministère de la Santé qui a recouru à la justice est plus loyale et respectable que celle du département de Harraoubia qui, lui, préfère les intimidations et la menace», a relevé l'orateur.

Interrogé sur une éventuelle reprise des cours, ce dernier réitère la décision de l'AG des hospitalo-universitaires à maintenir la grève des examens, jusqu'à nouvel ordre et rappelle également la grève des soins prévue à partir de samedi prochain.

R. M.